Fondation Jean Jaurès

Démocratie

LES FRANÇAIS ET LE FUTUR. ANALYSE DES VISIONS CONCURRENTES À L'APPROCHE DE 2027

Dylan Buffinton

29/10/2026

La campagne présidentielle de 2027 risque de se focaliser très tôt sur les événements marquants, les candidatures, les rapports de force et les chances de qualification. Elle pourrait ainsi laisser de côté la question que le scrutin devra pourtant trancher : quelle France les électeurs souhaitent-ils construire et comment veulent-ils conduire sa transformation ? Dylan Buffinton, directeur de l'Observatoire du futur de la Fondation, part des résultats de la dernière vague de l'Enquête électorale française pour analyser la demande de changement attendu par les Français.

La dernière vague de l'Enquête électorale française de septembre 2026, menée par la Fondation Jean-Jaurès, Ipsos BVA, l'Institut Montaigne, le Cevipof et *Le Monde*, permet d'aborder cette question en croisant l'ampleur du changement attendu, les priorités des différents électorats et les formes de décision qu'ils jugent légitimes.

Cette note analyse la demande de changement, les tendances confirmées par l'enquête ainsi que ses résultats contre-intuitifs. Si cette demande est désormais largement partagée, elle recouvre des visions très différentes du futur. Certains électorats veulent préparer la France aux transformations en cours, d'autres protéger leur mode de vie face à leurs conséquences ou retrouver un ordre qu'ils estiment menacé. Le principal clivage ne porte donc plus seulement sur l'intensité du changement, mais aussi sur sa direction et sur la manière de le conduire. En prolongeant les préférences exprimées dans l'enquête, cette note cherche à décrire les futurs politiques auxquels elles pourraient mener.

Un futur d'abord désiré comme une sortie du présent

Une trajectoire nationale presque unanimement condamnée

Le futur proche est largement envisagé sous le signe d'une aggravation de la situation. La part des Français qui anticipent une dégradation de la situation du pays est passée de 45% en 2021 à 74% en septembre 2026, tandis que seuls 4% prévoient une amélioration. L'inquiétude domine à 59%, devant l'incertitude à 51%, alors que l'espoir ne recueille que 17%. Ces résultats, publiés à la rentrée 2026, ne prennent même pas en compte l'impact de la mobilisation sociale et des événements de mi-octobre, qui pourraient avoir encore accentué ce pessimisme.

Cette dégradation des perspectives nourrit la demande de rupture. 71% des Français attendent désormais de l'élection un vrai changement social et politique, contre 51% en 2021, tandis que la demande d'apaisement recule de 29% à 16%. Entre avril et septembre 2026, la part de ceux qui jugent que la vie politique manque de radicalité est également passée de 37% à 48%.

Le désir de futur se forme ainsi dans le rejet d'une trajectoire. Changer devient souhaitable parce que la poursuite du présent est associée au déclin. Une demande née de l'inquiétude favorise les projets qui promettent une protection rapide ou un retour à des repères connus. Elle peut aussi soutenir des transformations de long terme, mais celles-ci doivent alors prouver qu'elles répondent aux difficultés vécues aujourd'hui.

Une géographie qui pèse peu, un revenu qui conditionne la capacité à se projeter et un diplôme qui oriente les priorités d'avenir

Ce rapport inquiet à l'avenir se retrouve dans l'ensemble des territoires, avec des écarts plus faibles qu'on pourrait l'imaginer. La satisfaction à l'égard de son avenir personnel atteint 27% dans les communes rurales comme dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants, et 32% dans l'agglomération parisienne. Le pessimisme sur la trajectoire nationale est encore plus homogène : 75% des habitants des territoires ruraux anticipent une dégradation du pays, contre 72% dans les grandes agglomérations et à Paris.

La géographie influence davantage les sujets associés au futur. L'environnement est cité par 38% des habitants des centres des grandes métropoles, contre environ 29% dans le périurbain et hors des aires d'attraction. Les territoires se distinguent donc surtout par les transformations auxquelles ils accordent de l'importance, bien davantage que par leur confiance dans l'avenir.

Le niveau de diplôme structure plus fortement encore ces priorités. L'environnement est cité par 21% des personnes ayant un niveau inférieur au baccalauréat et par 42% des diplômés à bac +5. La hiérarchie s'inverse pour l'identité, l'immigration et les valeurs traditionnelles, retenues par 37% des premières et 21% des seconds. Le diplôme contribue ainsi à déterminer le risque à partir duquel chacun pense l'avenir.

Le revenu creuse surtout un écart entre l'avenir personnel et l'avenir collectif. La satisfaction à l'égard de son propre avenir passe de 17% parmi les personnes vivant avec moins de 1250 euros par mois à 45% au-delà de 5000 euros. Pourtant, les plus aisés restent aussi pessimistes sur la trajectoire du pays que les plus modestes : 76% anticipent une dégradation, contre 73% parmi les revenus les plus faibles. Les ressources économiques semblent donc renforcer la confiance dans sa capacité à traverser l'avenir, sans améliorer le jugement porté sur l'avenir commun. Cette inégalité de projection peut peser sur les efforts acceptables et sur le délai accordé à une politique pour produire des résultats.

La radicalité n'est pas toujours là où on l'attend

Une radicalité surtout portée par l'extrême droite

La transformation radicale de la société est souhaitée par 58% des proches de Reconquête ! et 43% de ceux du Rassemblement national (RN), contre 27% parmi les proches de La France insoumise (LFI). Dans tous les autres électorats, elle demeure autour de 21%. La rupture la plus forte se situe donc dans les groupes qui donnent la priorité à l'identité et à l'immigration.

Ce déplacement oblige à dissocier radicalité et invention d'une société nouvelle. Parmi les sympathisants de Reconquête ! et, dans une moindre mesure, du RN, la transformation vise d'abord à rétablir une continuité nationale et culturelle considérée comme perdue. Elle peut conduire à bouleverser les institutions, les règles d'appartenance ou l'exercice du pouvoir. La radicalité porte sur les moyens employés pour restaurer un ordre souhaité.

Cette radicalité restauratrice pourrait donc avoir un impact important sur le futur. Une politique conçue pour retrouver la France d'hier produirait une société inédite par ses institutions, ses frontières sociales et les pouvoirs accordés à l'exécutif. Le vocabulaire du passé ne doit donc pas masquer l'ampleur des changements envisagés demain.

Des jeunes moins radicaux que leurs aînés

Les 18-24 ans ne sont que 19% à souhaiter une transformation radicale de la société, contre 26% de l'ensemble des répondants. La proportion atteint 30% chez les 50-59 ans. Elle monte à 38% chez les ouvriers, contre 22% chez les cadres supérieurs.

Ce résultat surprend tant les jeunes sont souvent associés à une population en recherche de radicalité politique. Aujourd'hui, ils doivent composer avec des trajectoires professionnelles moins établies et une forte exposition au risque de chômage, cité par 37% d'entre eux. Ils placent aussi davantage l'environnement parmi leurs priorités : 43%, contre 22% chez les 70 ans et plus. Cette conscience des transformations à venir ne débouche pourtant pas sur une demande équivalente de rupture politique.

La demande de rupture s'explique davantage par la position sociale et la proximité partisane que par l'âge. Le groupe appelé à vivre le plus longtemps avec la société issue de 2027 est aussi l'un des moins demandeurs de transformation radicale.

Une écologie politique qui privilégie la méthode modérée

Chez les proches des écologistes, l'ambition de changement s'accompagne d'une méthode politique modérée, avec 61% qui souhaitent réformer la société en profondeur. La transformation radicale ne recueille pourtant que 12%, tandis que 71% préfèrent un dirigeant prêt au compromis.

L'ampleur et la rapidité des transformations environnementales à engager toucheraient directement l'organisation matérielle de la vie quotidienne : production, logements, transports et consommation. Leur mise en œuvre pourrait ainsi exiger des décisions radicales, susceptibles de cristalliser les résistances, d'aviver les tensions et d'accentuer les clivages.

C'est là que se dessine un paradoxe : malgré l'urgence qu'il exprime et la profondeur des changements qu'il appelle de ses vœux, l'électorat écologiste privilégie la négociation, la réforme et la recherche du compromis. Il mise ainsi sur une méthode progressive pour conduire une transformation dont le rythme et l'ampleur pourraient bousculer les conditions mêmes du consensus.

Derrière le désir de changement, des futurs qui s'opposent

À gauche, deux futurs parallèles : l'un social, l'autre écologique

Deux projets d'avenir structurent aujourd'hui l'électorat de gauche. Chez les proches de LFI, les enjeux sociaux sont cités par 85% des répondants comme prioritaires pour l'avenir, et les enjeux environnementaux par 58%. La même hiérarchie apparaît chez les sympathisants du Parti socialiste (PS), avec respectivement 66% et 42%, et du Parti communiste français (PCF), avec 81% et 49%. Chez les proches des écologistes ou de Place publique (PP), l'ordre s'inverse : l'environnement atteint 79% et le social 64% pour les écologistes, et 50% et 43% respectivement pour les proches de Place publique. Les deux préoccupations sont donc bien présentes de part et d'autre, mais la transformation ne commence pas au même endroit.

Pour l'électorat de LFI, le premier enjeu consiste à modifier la répartition des richesses, la protection sociale et la place du travail. 71% souhaitent ainsi diminuer l'âge de départ à la retraite et autant augmenter les pensions. Chez les proches des écologistes, le point de départ est l'adaptation des modes de production, des logements, des transports et de la consommation aux limites environnementales. Ces projets peuvent se rejoindre, mais ils imposent des calendriers différents. Le désaccord apparaît lorsqu'une mesure écologique augmente à court terme certaines dépenses ou lorsqu'une priorité sociale repousse une transformation environnementale jugée urgente. Rapprocher ces projets suppose donc d'expliquer comment la transition écologique peut améliorer les conditions de vie et comment la protection sociale peut accompagner les transformations environnementales. Tant que cette articulation ne sera pas trouvée, le désaccord portera sur les premières décisions à prendre et empêchera l'émergence d'un véritable projet d'avenir commun.

Le bloc central : un futur défensif, entre contraintes financières et risques géopolitiques

La place accordée à la défense constitue l'un des résultats les plus singuliers du bloc central. Elle est citée par 32% de ses proches, contre 21% chez LR, 12% au RN et 8% chez Reconquête !. Les guerres, la menace russe, la désinformation et les tentatives de déstabilisation occupent ainsi une place importante dans leur manière d'envisager les années à venir, davantage que chez les électorats qui portent le discours le plus affirmé sur la Nation.

Les questions économiques et financières restent parallèlement centrales, à 72%. La réduction de la dette et des dépenses publiques, souhaitée par 86% des proches du bloc central, ainsi que l'allongement de la vie active, soutenu par 52%, répondent à une autre préoccupation : préserver les équilibres financiers du pays.

Le rapport au futur des proches du bloc central se structure principalement autour des risques qui occupent déjà l'actualité : guerre, dette, perte de compétitivité ou nouvelles crises. L'enquête permet d'identifier assez précisément les menaces auxquelles cet électorat souhaite préparer la France et les fragilités qu'il juge nécessaire de corriger. Elle donne en revanche peu d'indications sur la société dans laquelle il souhaiterait vivre à terme. Cet horizon reste donc largement défensif et réactif aux enjeux du moment : il vise à permettre au pays de tenir dans un monde plus instable, sans faire émerger une vision aussi précise de la vie quotidienne ou du modèle collectif à venir.

Les Républicains : un futur à mi-chemin entre le centre et la droite radicale

Alors que les proches de Les Républicains (LR) expriment une forte volonté de changement, l'enquête ne fait apparaître presque aucun sujet sur lequel ils portent un horizon propre. Sur l'économie, ils sont très proches du bloc central. La réduction de la dette recueille 94%, celle des dépenses de l'État 92%, et la moitié souhaite augmenter l'âge de départ à la retraite. Sur l'identité et l'autorité, ils se rapprochent du RN sans l'atteindre. L'identité est citée par 42%, soit plus de trois fois son niveau au centre. Le désir d'un homme fort au pouvoir recueille 49%, à mi-chemin entre ces deux électorats.

Cette position donne à LR une relation particulière au futur. Le changement demandé sert à conserver des équilibres jugés fragiles : soutenabilité des comptes, financement des retraites, ordre public et continuité culturelle. La réforme est forte dans son intensité, mais limitée dans l'image nouvelle de la société qu'elle propose.

Les sympathisants LR paraissent ainsi moins tournés vers un enjeu émergent que vers la remise en état des conditions de continuité. L'environnement ne recueille que 17% et la défense reste nettement moins présente que dans le bloc central. Leur horizon assemble la continuité économique du centre et la restauration culturelle de la droite radicale. Tant que cette combinaison ne fera pas émerger une orientation spécifique, LR restera pris entre deux voisins qui semblent donner un sens plus net aux mêmes demandes.

RN et Reconquête ! : la convergence en trompe-l'œil

Les proches RN et de Reconquête ! partagent la priorité identitaire et une forte volonté de rupture. Les sociétés auxquelles leurs préférences pourraient conduire diffèrent pourtant sur un point essentiel : la place de la protection sociale.

Chez les proches du RN, l'identité atteint 59%, mais le social reste cité par 49% et l'économie par

55%. Les choix concrets prolongent cette combinaison. Une hausse des pensions est souhaitée par 68%, une baisse de la TVA par 64% et une baisse des taxes sur les carburants par 88%. Le futur recherché protège un mode de vie autant qu'une identité. Il maintient les retraites, la consommation et la mobilité automobile, avec un État social appelé à soutenir en priorité la communauté nationale. Chez Reconquête !, l'identité atteint 83% et le social tombe à 20%. La réduction des dépenses de l'État est souhaitée par 95% des sympathisants, 54% veulent augmenter l'âge de départ à la retraite et 66% diminuer les cotisations patronales. Le futur associe une forte homogénéité culturelle à un État social plus étroit, une vie active plus longue et un pouvoir exécutif renforcé. La rupture porte davantage sur la société elle-même que sur la protection de son fonctionnement actuel.

La faible place accordée à la défense, déjà apparue dans la comparaison avec le bloc central, précise encore ces deux futurs. Malgré un vocabulaire souvent civilisationnel, la menace est principalement située à l'intérieur du pays. L'immigration, les valeurs et l'assistanat occupent l'espace que les électeurs centristes accordent aux rapports de force internationaux.

Leur proximité sur les enjeux identitaires recouvre ainsi deux attentes de société distinctes. Les proches du RN associent la protection matérielle à une communauté nationale resserrée. Ceux de Reconquête ! lient davantage la restauration culturelle à un État moins dépensier et à une vie active plus longue. Au-delà de l'identitaire, peu de choses réunissent donc ces deux électorats dans leur vision de la France économique et sociale de demain.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Trois manières de gouverner l'avenir

La volonté de changement s'accompagne d'un rejet massif du fonctionnement représentatif. Près de 89% des Français estiment que les responsables politiques parlent trop et n'agissent pas assez. Ils sont 83% à vouloir que les députés suivent la volonté du peuple, 77% à considérer que celui-ci est mal représenté et 63% à souhaiter que les décisions importantes soient prises directement par lui. Ces réponses rapprochent les électorats dans le diagnostic, mais elles débouchent sur trois

méthodes très différentes pour conduire la transformation.

La démocratie négociée et experte

La préférence pour le compromis, déjà observée chez les écologistes, domine aussi parmi les proches de PS-Place publique, à 79%, et du bloc central, à 72%. Le gouvernement des experts est approuvé par 72% des écologistes, 59% à PS-Place publique et 64% dans le bloc central.

Dans cette conception, l'élection fixe une orientation, puis les décisions se construisent par la négociation et avec l'appui d'une expertise technique. Pour ces électorats, le compromis doit permettre de conduire dans la durée des politiques dont les résultats ne sont pas immédiats. La transition écologique, la maîtrise des comptes publics ou la défense exigent plusieurs années de mise en œuvre. Des décisions partagées au-delà d'un seul camp ont aussi davantage de chances de survivre à une alternance politique.

Cette méthode se heurte toutefois à une question de légitimité. Plus les décisions sont techniques et négociées entre organisations, plus elles risquent de paraître déconnectées de l'attente de changement mesurée au début de l'enquête, au risque de susciter des mobilisations et des troubles sociaux. Ses défenseurs devront rendre visibles les arbitrages et leurs effets concrets, notamment lorsque l'expertise justifie un effort immédiat au nom d'un bénéfice futur.

Le règne populaire

Parmi les proches de LFI, 97% considèrent la démocratie comme une bonne manière de gouverner et la décision directe par le peuple obtient une note de 4,1 sur 5. L'homme fort reste limité à 18%. La source du pouvoir demeure donc collective, le dirigeant étant chargé de traduire une volonté populaire plutôt que de s'y substituer.

La préférence pour un responsable fidèle à ses principes, exprimée par 54%, introduit toutefois une tension. Après la consultation populaire, une partie de cet électorat attend une application ferme de la décision. La négociation parlementaire peut alors être perçue comme un facteur de ralentissement, voire un frein à la mise en œuvre du mandat.

Cette aspiration contraste avec la forte incarnation actuelle de LFI autour de Jean-Luc Mélenchon : l'électorat le plus attaché à la décision populaire et l'un des moins favorables à l'homme fort est aussi celui du mouvement le plus personnalisé de la gauche.

Le pouvoir confié à un dirigeant fort

Les proches du RN et de Reconquête ! accordent eux aussi une place très élevée à la décision populaire, avec des notes de 4,2 et 4,3 sur 5. Ils se distinguent par les pouvoirs qu'ils sont prêts à confier au dirigeant censé l'incarner. L'homme fort est approuvé par 56% au RN et 69% chez Reconquête !. Le gouvernement par l'armée recueille 27% et 40%. Le compromis tombe à 33% au RN et 20% chez Reconquête !.

Ici, l'appel au peuple légitime une concentration du pouvoir. Le vote ou le référendum confère au chef un mandat suffisamment large pour surmonter les médiations parlementaires et institutionnelles. Reconquête ! pousse cette logique plus loin que le RN, avec une acceptation plus forte de l'autorité et une tolérance plus faible au compromis.

La différence avec les proches de LFI apparaît ici clairement, malgré une même critique de la représentation. Si ces deux voies modifieraient l'équilibre des institutions, le rôle du Parlement et la place laissée au désaccord dans la conduite du changement, elles poursuivent des objectifs distincts. Pour les électorats de droite radicale, la volonté populaire sert à légitimer le dirigeant pour renforcer son pouvoir et élargir ses marges de manœuvre.

2027 devra choisir un futur autant qu'un président

La seule demande de changement reste trop générale pour constituer un mandat collectif. La difficulté à faire émerger un programme commun au sein du mouvement des « gilets jaunes » comme des mobilisations de mi-octobre 2026 en offre une illustration. Cette aspiration rassemble des électeurs qui divergent sur la société à construire, le rythme des transformations et la répartition des efforts à consentir. Ces désaccords traversent les territoires et ne disparaîtront pas avec l'élection d'un candidat en 2027.

Aux désaccords sur le fond s'ajoute un clivage croissant sur les modalités de la décision démocratique : négociation encadrée par l'expertise, intervention directe des citoyens ou concentration du pouvoir autour d'un chef. Après plusieurs années marquées par la difficulté à gouverner dans un paysage politique fragmenté, le prochain quinquennat pourrait se jouer autant sur les politiques à conduire que sur la manière de décider et d'arbitrer les désaccords.

À l'approche de l'élection présidentielle, l'offre politique doit plus que jamais donner un contenu précis au désir de changement. Chaque force devra décrire la France qu'elle entend laisser en 2032, rendre lisibles les conséquences de ses choix sur la vie quotidienne et assumer la méthode

nécessaire à leur mise en œuvre. Une campagne réduite à un casting de personnalités laisserait ces visions et ces arbitrages hors du débat. Elle maintiendrait le couvercle sur une cocotte-minute déjà soumise à une intense pression, au risque d'une nouvelle explosion sociale et politique qui pourrait rapidement rattraper le prochain pouvoir.